



UNE PRIME, SINON RIEN ?



**PARTAGE DES
RICHESSES !!!**

« À TOUS LES PATRONS QUI LE PEUVENT !?!?! » appelle à la rescousse E. Macron pour tenter d'éteindre le feu allumé par ses pairs, pompiers pyromanes qui l'ont soutenu et élu au regard de leurs intérêts qu'il a toujours défendu, et continue de défendre malgré de nouvelles tentatives de carabistouilles défiscalisées.

Mais comment ne pourrait-il pas réclamer un petit coup de main, net de toute cotisation sociale comme de bien-sûr, pour ces entreprises qui ne cessent de construire leurs très bons résultats grâce notamment aux aides fiscales ? Sans que cela ne serve ni l'emploi ni l'évolution de nos salaires, mais seulement « l'enrichissement personnel de ses dirigeants » comme l'écrivait il y a peu notre expert comptable à propos des résultats du Groupe Fnac Darty.

Rappelons, pour ne citer que Libération, dont l'analyse économique néo libérale empêche tout conflit d'intérêt, à propos du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi : « L'année prochaine, le CICE (à peu près 20 milliards) va être transformé en baisse pérenne de cotisations patronales. Mais comme le CICE est dû aux entreprises avec un an de décalage, en 2019, son coût sera double (baisse de cotisations 2019 + CICE 2018). Soit quelque 40 milliards d'euros ».

Très chers patrons d'un pays très riche, vous donnerez bien quelque chose en échange ?

Etat d'urgence contre Etat d'urgence ?

Il s'agit donc aujourd'hui pour le pouvoir de nier par tous les moyens la revendication hélas simple née d'un véritable mouvement populaire, dont les contours certes nous échappent, mais dont le seul et unique constat est que sans modifier la redistribution des richesses, et changer ceux qui la décident, l'on empêche à un nombre trop et toujours plus important de vivre et subsister dignement.

A cette urgence capitale, dont la réponse ne peut être d'anticiper une avance de trésorerie déjà due, mais seulement d'augmenter massivement les bas salaires et l'emploi, le gouvernement choisi de répondre par des figures de style, charge à ses troupes à l'Assemblée Nationale et au Sénat de trouver la technique. Sans que le Conseil Constitutionnel ne censure cela.

Enfin, on nage en plein rêve de patrons. Ne jamais augmenter les salaires sauf le sien et celui de son cercle, maintenir les manants dans la misère, et si le peuple demande un jour la tête du Roi, il suffira de trouver une astuce, si promesse de défiscalisation, dans un Palais gardé par des forces garantissant le désordre, à coup de grenades Gli-F4 et autres matraques ou Flash Ball...

POURQUOI PAS UNE PRIME ?

Si tout argent est bon à prendre à notre niveau de salaire, et que nous n'avons hélas pas les moyens de cracher sur une prime, qui servira sans doute plus à effacer des dettes qu'à faire des cadeaux, notre rôle en tant qu'Organisation Syndicale est d'en analyser les conditions, et de mettre dans la balance ses effets pour savoir s'il s'agit d'un gain réel, à court, moyen et long terme.

Ce cadeau fiscal pour les patrons, qui ne financent par là ni nos retraites ni le chômage, est à mettre en relation avec le mouvement inédit qui rappelle par sa soif d'autonomie Mai 68 où la révolte et la violence avait fait chanceler le pouvoir, mais doit être également mis en rapport avec l'augmentation du SMIC de 35% obtenu par les accords de Grenelle d'alors.

NOUS NE CRACHERONS PAS SUR UNE PRIME, NOUS N'EN AVONS PAS LES MOYENS.

CE CADEAU FISCAL FAIT AUX PATRONS SE REGALANT DU CICE NE DOIT PAS PERMETTRE A LA FNAC DE NE PAS METTRE EN PLACE DES AUGMENTATIONS GENERALES LORS DES Négociations Annuelles Obligatoires SUR LES SALAIRES

AUGMENTATION GENERALE SEULE

SOLUTION !!!